

## Études internationales



Hersh, Seymour M. *The Price of Power : Kissinger in the White House*. New York, Summit Books, 1983, 698 p.

André Kuczewski

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701818ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701818ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kuczewski, A. (1985). Compte rendu de [Hersh, Seymour M. *The Price of Power : Kissinger in the White House*. New York, Summit Books, 1983, 698 p.] *Études internationales*, 16(1), 185–186. <https://doi.org/10.7202/701818ar>

irrités de l'attitude des Soviétiques à leur égard, et profondément choqués par les actes posés par eux contre la population locale: pillage et mauvais traitement, arrestations, tortures ou même assassinats des leaders opposés au communisme. Ils en sont vite venus à la conclusion que l'orientation d'ensemble de la politique extérieure soviétique visait le contrôle complet des pays de l'Europe de l'Est. Quelques uns se sont inquiétés de ce qui pourrait arriver en Europe occidentale.

De plus, Hammond constate que rien dans les témoignages de ces auteurs ne vient appuyer les affirmations de Gal Alperovitz concernant la « diplomatie atomique » qu'aurait pratiquée Truman à l'égard de l'URSS. De même les auteurs n'apportent aucune évidence pouvant soutenir le point de vue des révisionnistes concernant la motivation économique derrière l'attitude des États-Unis à l'égard de l'URSS. En somme, ces textes rejettent plutôt l'interprétation révisionniste de la guerre froide. La conclusion finale de Hammond est que « ce sont les actes des Soviétiques en Europe de l'Est et en Allemagne tels qu'interprétés et rapportés par les Américains sur place, qui ont été le facteur majeur, peut-être le principal facteur qui a lancé la guerre froide ».

Cet ouvrage vient apporter un éclairage de plus dans la controverse entourant le début de la guerre froide, il ne clorera certainement pas le débat.

Gérard BEAULIEU

Département d'histoire  
Université de Moncton, N.B., Canada

HERSH, Seymour M. *The Price of Power: Kissinger in the White House*. New York, Summit Books, 1983, 698 p.

« Un politicien devrait posséder une mémoire sélective », écrivait le vicomte Morley de Blackburn en 1917, « qui sache faire le tri entre ce dont il faut se souvenir et ce qu'il est possible d'oublier ». Voilà le thème dominant de cet ouvrage, qu'on ne peut faire autrement que de désigner comme les mémoires anti-Kissinger de Seymour Hersh.

*The Price of Power* constitue une mise à nu brillante de l'ancien conseiller du gouvernement des États-Unis, conseiller en matière de sécurité nationale et secrétaire d'État, qui fut célébré publiquement en tant qu'intellectuel éminent et artisan de la paix.

Pourtant, affirme Hersh, le véritable Kissinger était complètement différent de l'image idyllique qu'en donnèrent les média, image que Kissinger cultiva toujours avec soin. Selon l'auteur, il y avait une « malveillance perceptible » chez Kissinger alors qu'il était au gouvernement (p. 115). Comme conseiller en matière de sécurité nationale et secrétaire d'État, il ordonna régulièrement l'écoute électronique de ses adversaires politiques et à quelques reprises, il autorisa le FBI et la CIA à espionner Martin Luther King Jr., ainsi que des militants opposés à la guerre.

Pendant la guerre du Vietnam, Kissinger accrut l'engagement américain tout en parlant publiquement de paix et de modération. L'adresse avec laquelle il entretenait l'ambiguïté dans ses propos est particulièrement évidente dans ses mémoires, où il évite soigneusement de mentionner qu'il fut à l'origine de l'escalade du conflit d'Indochine vers des sommets inégalés. Kissinger joua en outre un rôle prépondérant dans l'intervention américaine de 1973 au Chili, qui devait se solder par le renversement du gouvernement Allende, un coup d'État qui, selon Hersh, était « lié à sa vision du monde et à la conviction qu'aucune action visant à arrêter la poussée du communisme n'était immorale » (p. 296).

La seule réalisation durable pour laquelle il conviendrait de féliciter Kissinger est peut-être le voyage de Richard Nixon en Chine, qui amorça le dégel des relations sino-américaines et « brisa vingt-quatre années de tabous à l'endroit des relations avec la République populaire de Chine » (p. 502).

Face à la légende Kissinger, *The Price of Power* constitue un antidote intéressant. D'autant plus que Hersh met en lumière un certain nombre de faits significatifs qui obligeront à réviser plusieurs opinions par trop favorables

de Kissinger. Nous n'avions jamais vraiment envisagé les choses de cette façon auparavant.

André KUCZEWSKI

*Administration and Policy Studies*  
McGill University, Montréal

## AFRIQUE

BONTEMS, Claude. *La guerre du Sahara occidental*. Presses Universitaires de France. Coll. « Perspectives internationales », 1984, 224 p.

L'ouvrage que Claude Bontems consacre à la guerre du Sahara occidental a le grand mérite de présenter une vue globale du conflit en cours. L'auteur ne se contente pas en effet de replacer la guerre qui oppose les Sahrawis au Maroc dans son contexte régional et international, il remonte aux racines de la question: à la société sahraïe elle-même. Le point central défendu avec force par Bontems est, qu'il existe une société sahraïe dotée d'attributs et de structures spécifiques et que c'est cette société, son existence et son avenir, qui se trouvent placés au coeur du conflit. La dimension internationale du conflit ne se comprend dès lors que comme l'aboutissement d'un long processus de formation historique et sociale propre à un peuple, celui du Sahara occidental, en lutte pour son indépendance nationale. On le voit c'est la thèse de ceux qui nient l'existence spécifique d'un peuple sahraï – la thèse de la « terra nullius » simplement traversée par les tribus nomades – qui se trouve ainsi rejetée. Du coup, une longue plongée dans l'histoire s'impose.

La première partie de l'ouvrage est de fait consacrée à l'histoire du Sahara occidental. « Histoire annexée », selon les termes de l'auteur, car longtemps l'historiographie dominante a tendu, soit à nier l'existence d'un peuple sahraï, soit à rattacher son passé prétendument immobile à celui d'États dont l'histoire est plus élaborée. Cette démarche est qualifiée par l'auteur de « démarche mutilante ». Car la réalité est là qui permet d'accrédi-

ter non seulement l'existence d'un peuple mais aussi celle de son histoire. Dès le X<sup>ème</sup> siècle, en effet, l'Islam donne aux tribus sahraïes une nouvelle force et leur permet de réaliser leur unité. Cette cohésion sera à la base d'une grande aventure et donnera naissance à un empire, celui des Almoravides qui, à son apogée, regroupera le Sahara occidental, le Maghreb et l'Andalousie. Puis, à nouveau, c'est le repli. L'histoire sahraïe, à la chute de l'empire almoravide (1130) rentre dans la zone d'ombre mal connue propre à de nombreux pays du tiers monde. Un point reste acquis cependant: le Sahara occidental ne fut jamais conquis par le Maroc. Les différentes dynasties marocaines, surtout à partir du 16<sup>ème</sup> siècle, chercheront certes à étendre leur domination sur le Sahara occidental. Elles ne réussirent cependant pas, en dépit de plusieurs expéditions, à s'assurer une domination stable et totale. Il n'empêche que le mythe d'un sahraï marocain était né. La volonté de conquête du Sahara, devient une pièce maîtresse dans la politique des dynasties marocaines. De plus, certaines tribus finiront par reconnaître l'autorité du Sultan et feront acte d'allégeance. À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle cependant, l'Espagne fait valoir ses prétentions sur le Sahara occidental et notifie aux puissances coloniales et au Sultan, affaibli, du Maroc sa prise de possession du Rio de Oro. La domination espagnole prend progressivement forme et s'étend. Le Sahara occidental entre dans l'ère de la colonisation. Le rejet de la présence coloniale viendra, cependant, en son temps.

L'histoire de la décolonisation ratée du Sahara occidental fait précisément l'objet de la seconde partie de l'ouvrage. « L'indépendance confisquée », (1966-1975), voit se préciser les prétentions du Maroc et de la Mauritanie sur le Sahara occidental. La décolonisation du Sahara met en présence trois États: l'Espagne, qui voudrait mettre sur pied un statut d'association avec un État saharien, le Maroc et la Mauritanie qui font valoir des droits qualifiés d'historiques et l'existence de liens séculaires entre les populations de leur pays et la population sahraïe. Le choc des volontés contradictoires donnera lieu à des batailles juridiques au sein des instances internationales. L'ONU est saisie de l'affaire sahraïe. Une résolution